

Efforts en matière de formation dans l’industrie alimentaire

RAPPORT ANNUEL 2009

PERSPECTIVES 2010

Rue de Birmingham 225

1070 ANDERLECHT

Tél.: 02 52 88 950 - Fax: 02 52 88 955

info@ipv-ifp.be **-** www.ipv-ifp.be

**Table des matières**

[1. Avant-propos 4](#_Toc269220669)

[2. Formations dans l’industrie alimentaire 5](#_Toc269220670)

[2.1. Efforts de formation dans le secteur en Belgique 5](#_Toc269220671)

[2.2. Efforts de formation en comparaison avec d’autres secteurs. 7](#_Toc269220672)

[2.3. Efforts de formation dans le secteur dans les pays limitrophes 7](#_Toc269220673)

[2.4 Rendement des efforts de formation dans l’industrie alimentaire 8](#_Toc269220674)

[3. Formations de l’IFP 9](#_Toc269220675)

[3.1. Qui fait appel aux formations IFP ? 11](#_Toc269220676)

[Formations en PME : un pas en avant 11](#_Toc269220677)

[La formation des intérimaires en hausse 13](#_Toc269220678)

[Enseignement - industrie : politique multidirectionnelle 13](#_Toc269220679)

[Les élèves découvrent les métiers de l’industrie alimentaire 15](#_Toc269220680)

[Insertion par la formation 15](#_Toc269220681)

[Objectif stratégique largement atteint : plus de 15.000 travailleurs dans des formations IFP 16](#_Toc269220682)

[Formations sectorielles : la priorité de l’IFP 17](#_Toc269220683)

[3.2. Information, conseils et développement d’outils 20](#_Toc269220684)

[Information : les plateformes en vitesse de croisière 20](#_Toc269220685)

[Conseils aux entreprises 20](#_Toc269220686)

[Pleins feux sur les outils de support 22](#_Toc269220687)

Evaluation des compétences

[Innovations dans l’offre de formations 23](#_Toc269220688)

[3.3. Les moyens financiers de l’IFP 26](#_Toc269220689)

[3.4. L’équipe de l’IFP 27](#_Toc269220690)

[4. Annexes 29](#_Toc269220691)

[4.1. Annexe 1. L’industrie alimentaire en question 29](#_Toc269220692)

[4.2. Annexe 2 : Les formations IFP selon la région 32](#_Toc269220693)

[Annexe 2a : Flandre 32](#_Toc269220694)

[Annexe 2b : Wallonie 34](#_Toc269220695)

[Annexe 2c : Bruxelles 36](#_Toc269220696)

[4.3. Annexe 3. Tableau chiffré fonctionnement IFP 2009 (selon la recommandation du C.N.T. n° 16) 38](#_Toc269220697)

[4.4. Annexe 4. L’IFP et les accords sectoriels en matière de formation. 39](#_Toc269220698)

# Avant-propos

**Vers un changement de cap**

En 2009, 1.238 employeurs ont envoyé 15.000 travailleurs à une formation organisée avec le soutien financier et l’avis de l’IFP. Dans ce domaine, l’IFP, asbl active depuis 20 ans, a atteint sa vitesse de croisière. Le temps est venu de définir de nouveaux objectifs.

15.000 participants, cela signifie que 50% de tous les travailleurs de notre secteur ont suivi une formation formelle. Ce résultat n’a été rendu possible qu’en persuadant 1.238 employeurs que la qualité de la formation répondait aux besoins sur le lieu de travail. C’est pourquoi le Conseil d’Administration a félicité à juste titre et sincèrement l’équipe de l’IFP pour le travail accompli.

L’IFP a-t-il atteint ses objectifs ? Oui et non.

Oui, car, au vu du nombre de formations et de participants, l’IFP a un « taux de pénétration » suffisant. L’IFP contribue largement à dynamiser le marché du travail. Il n’est toutefois pas prévu que l’IFP monopolise toutes les formations. Au demeurant, ce succès a un prix. Le premier défi de 2010 consiste à trouver des moyens financiers suffisants pour consolider le fonctionnement de l’IFP au niveau qu’il a atteint aujourd’hui. Les partenaires sociaux y ont déjà intensivement travaillé. Il faudra trouver de nouvelles sources de financement et l’équipe devra en outre tout mettre en œuvre pour réaliser des économies.

Non, parce que le résultat global présente encore un déséquilibre. L’IFP, en tant qu’organisme sectoriel disposant de moyens mutualisés, doit parvenir à faire bouger tout le secteur. Nous parlons de dimension qualitative de la politique qui ne concerne pas tant la qualité des formations, mais plutôt la politique des groupes cibles. L'IFP doit parvenir à atteindre également les groupes restés au second plan.

La lecture du présent rapport nous apprend que ces groupes se composent essentiellement de PME. Il existe deux types d’employeurs qui font (proportionnellement) moins appel à l’IFP. Les premiers sont les employeurs wallons. Les deuxièmes font partie des secteurs de la viande, de la torréfaction et des boulangeries. Les deux groupes ont un point commun : ce sont essentiellement des PME.

En deuxième lieu, nous trouvons les demandeurs d’emploi. L’IFP n’atteint que trop peu ce groupe cible. En Wallonie, la situation est plus claire grâce à la collaboration avec FormAlim. En Flandre, le VDAB ne peut fournir aucun chiffre global des demandeurs d’emploi qui ont trouvé du travail dans notre secteur grâce à une formation.

En troisième lieu, nous avons la collaboration avec les écoles. L’apprentissage industriel ne parvient pas à décoller. Cette situation s’explique par de nombreuses raisons, notamment le système de cascade et la structure juridique dépassée sur laquelle nous n’avons pas la mainmise. Pour le reste, les chiffres 2009 sont encourageants : l’IFP atteint de plus en plus d’écoles, d’enseignants et d’élèves.

Avec le Conseil d’Administration et l’équipe, je suis donc plutôt satisfait des résultats de 2009, mais pas encore assez confiant pour l’avenir. Si nous parvenons à pérenniser financièrement l’équipe, et j’ose espérer que ce sera le cas, l’IFP tiendra encore mieux compte de la dimension qualitative de la politique que les partenaires sociaux souhaitent mener.

Manou Doutrepont

Président IFP

# Formations dans l’industrie alimentaire

## Efforts de formation dans le secteur en Belgique

Les partenaires sociaux du secteur alimentaire ont défini les objectifs suivants en matière de formation :

* investir 1,00% du temps de travail dans la formation en 2009 (1,10% en 2010),
* investir 0,15% de la masse salariale brute dans la formation des groupes à risque,
* à partir de 2010, organiser chaque année des formations pour 50% des travailleurs.

***\*\*\* 20 ans de l’IFP \*\*\****

***La formation gagne en importance***

*\*\*\**

Une analyse des besoins en compétences du secteur (Baisier, 2006) nous apprend que « *l’environnement dans lequel l’industrie alimentaire est active évolue rapidement. Les souhaits du consommateur moderne changent constamment. Les développements dans la grande distribution qui exerce une forte pression sur le prix, contraignent les entreprises alimentaires à produire à des prix sans cesse plus concurrentiels et à commercialiser constamment de nouveaux produits. En outre, le secteur est également confronté à une globalisation croissante. On exporte plus, mais les entreprises font ici également face à davantage de concurrence de la part d’entreprises étrangères. Par conséquent, la position des entreprises alimentaires belges se modifie.*

*Les changements sont également nombreux dans l’organisation de la production et du travail, c’est-à-dire dans les ateliers. Les clients exigent plus de qualité et plus de contrôle sur la sécurité alimentaire. L’automatisation et l’informatisation de la production augmentent. Des entreprises sont actives dans des nouveaux marchés de niche avec de nouveaux produits et de nouveaux emballages. De rapides changements de production sont réalisés et les produits doivent être livrés rapidement. Cela entraîne également un changement dans la fonction des travailleurs dont on exige des compétences différentes et nouvelles.*

*Pour être compétitives dans cet environnement, les entreprises de l’industrie alimentaire doivent maintenir le niveau du capital humain, car, malgré la forte automatisation pendant les dernières décennies, l’industrie alimentaire reste un secteur relativement très gourmand en main-d’œuvre. Le travail manuel et le savoir-faire humains restent un facteur essentiel dans le développement, la production et le marketing de denrées alimentaires. Les améliorations techniques ne suffisent plus. Des améliorations organisationnelles sont également nécessaires. L’engagement, la formation et l’utilisation efficace de personnes compétentes sont un facteur de succès important.*

Le secteur en est conscient, comme le prouve l’augmentation des efforts de formation durant la dernière décennie. Le taux de participation aux formations a ainsi évolué d’environ 30% à 40%. La plupart des mesures récentes concluent il est vrai à un recul des efforts, recul qui s’explique par la crise économique

Les partenaires sociaux du secteur alimentaire se sont en tout cas fixé comme objectif de faire suivre une formation à la moitié des travailleurs en 2010. Ces dernières années, ils ont adressé un coup de semonce volontaire en définissant des objectifs précis pour l’initiative de formation sectorielle : entre 2007 et 2010, il faut organiser 25% de formations des travailleurs en plus et 25% de formation en plus pour les apprentis, les demandeurs d’emploi et les intérimaires. Les réserves du fonds pouvaient être engagées pour atteindre cet objectif.

Il ressort de l’analyse la plus récente des bilans sociaux réalisée par le Conseil Central de l’Economie que 0,61% du temps de travail a été investi dans des formations formelles en 2008. En termes financiers, il s’agit d’un investissement de 0,82% des coûts en personnel. L’investissement dans la formation des groupes à risque est de minimum[[1]](#footnote-1) 15%. Au total, 35,5% des travailleurs ont suivi une formation en 2008. En comparaison avec les années précédentes, ces chiffres démontrent un léger recul dans la tendance à la hausse que connaît le secteur depuis la fin des années nonante. La crise économique qui a éclaté au début de l’année 2008 n’y est certainement pas étrangère. En comparaison avec le reste de l’industrie de transformation, l’industrie alimentaire a été encore relativement épargnée, l’emploi étant resté stable. La crise se fait toutefois sentir au sein des entreprises.

Un élément neuf dans le bilan social de 2008 est l’enregistrement de l’apprentissage informel. Etant donné qu’il s’agit d’un premier enregistrement, la fiabilité et la précision de ces résultats doivent encore être considérées avec la plus grande prudence, mais les chiffres suggèrent que les efforts sont substantiels.

Pour ce qui concerne le pourcentage d’heures de formation en comparaison avec les heures de travail prestées et le pourcentage des coûts de formation en comparaison avec les coûts totaux en personnel, nous les ajoutons aux chiffres relatifs aux formations formelles afin de pouvoir disposer d’une vue d’ensemble des efforts consentis en 2008. Nous ne le faisons pas pour le pourcentage de travailleurs qui sont impliqués étant donné que nous n’avons actuellement aucune vue sur le chevauchement des travailleurs qui suivent une formation formelle et une formation informelle.

Tableau 1 : Efforts en matière de formation dans l’industrie alimentaire

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Année | Pourcentage de travailleurs qui ont suivi une formation | Pourcentage des heures de formation par rapport aux heures de travail prestées | Pourcentage des coûts de formation par rapport aux coûts totaux en personnel | Pourcentage des frais de formation des groupes à risque par rapport aux coûts totaux en personnel[[2]](#footnote-2) |
| *Formelles*  1996 | 25,5% | 0,40% | 0,71% |  |
| 1997 | 23,3% | 0,35% | 0,58% |  |
| 1998 | 25,0% | 0,37% | 0,60% |  |
| 1999 | 31,2% | 0,51% | 0,79% |  |
| 2000 | 33,5% | 0,63% | 0,87% |  |
| 2001 | 35,3% | 0,64% | 0,90% |  |
| 2002 | 37,3% | 0,55% | 0,85% |  |
| 2003 | 38,7% | 0,59% | 0,86% |  |
| 2004 | 39,2% | 0,69% | 0,95% | 0,17% |
| 2005 | 35,6% | 0,64% | 0,76% | 0,18% |
| 2006 | 39,5% | 0,65% | 0,83% | 0,16% |
| 2007  2008 | 39,7%  35,5% | 0,66%  0,61% | 0,88%  0,82% | 0,17%  0,18% |
| 2009 |  |  |  | 0,19% |
| *Informelles*  2008 | 14,10% | 0,28% | 0,27% |  |
| *Form+Inform*  2008 |  | 0,89% | 1,09% |  |
| Source : colonnes 2-4 : CCE sur la base du bilan social ; colonne 5 : IFP | | | |

## Efforts de formation en comparaison avec d’autres secteurs.

En 2008, toute l’industrie a été confrontée à une diminution des efforts de formation. L’économie dans son ensemble a mieux résisté, même si les pourcentages de travailleurs qui ont bénéficié d’une formation et d'heures de formation en comparaison avec les heures de travail affichent également une baisse.

Tableau 2 : Efforts de formation industrie alimentaire par rapport à d’autres secteurs en 2008

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | Pourcentage de travailleurs qui ont suivi une formation | | | Pourcentage des coûts de formation par rapport aux coûts totaux en personnel | | Pourcentage des heures de formation par rapport aux heures de travail | |
|  | | 2007 | 2008 | | 2007 | 2008 | 2007 | 2008 |
| Industrie alimentaire | | 39,7% | 35,5% | | 0,88% | 0,82% | 0,82% | 0,61% |
| Industrie | | 42,6% | 38,6% | | 1,25% | 1,1% | 1,02% | 0,82% |
| Ensemble de l’économie | | 32,6% | 31,4% | | 1,13% | 1,15% | 0,77% | 0,76% |
|  |  | | | Source : CCE sur la base du bilan social | | | |  |

Le tableau 3 compare les efforts dans le domaine de l’apprentissage formel et non formel.

**Tableau 3 : Efforts formels et non formels de formation par rapport à d’autres secteurs en 2008**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | Pourcentage de travailleurs qui ont suivi une formation | | Pourcentage des frais de formation par rapport aux coûts totaux en personnel | Pourcentage des heures de formation par rapport aux heures de travail | |
| Industrie alimentaire | | 14,10% | | 0,27% | 0,28% | |
| Industrie | | 16,6% | | 0,52% | 0,50% | |
| Ensemble de l’économie | | 15,0% | | 0,40% | 0,32% | |
|  |  | | Source : CCE sur la base du bilan social | | |

## Efforts de formation dans le secteur dans les pays limitrophes

Selon les tout derniers chiffres disponibles (Continuous Vocational Training Survey – enquête CVTS 2005), un nombre beaucoup plus important de travailleurs en Belgique participent à des formations en comparaison avec la moyenne européenne. L’investissement financier est toutefois beaucoup plus bas. Cette situation s’explique par une durée plus courte des formations.

Tableau 4 : Efforts de formation dans l’industrie alimentaire par rapport aux pays voisins en 2005

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateurs | Belgique | Allemagne | France | Pays-Bas | |
| Pourcentage de travailleurs qui ont suivi une formation | 44% | 25% | 47% | 28% | |
| Pourcentage des frais de formation par rapport aux coûts totaux en personnel | 1,2% | 0,6% | 2,1% | 1,4% | |
| Nombre moyen d’heures de formation par participant | 20 | 19 | 20 | 36 | |
| Source : Continuous Vocational Training Survey 2005 | | | | |

## Rendement des efforts de formation dans l’industrie alimentaire

Une analyse du CCE (Tillieux, 2010) démontre que des investissements dans la formation vont de pair avec une productivité plus élevée des entreprises dans l’industrie alimentaire. Une comparaison de l’industrie alimentaire dans différents pays européens permet de faire le lien entre la productivité et les indicateurs des efforts de formation : le pourcentage des coûts de formation en comparaison avec les coûts totaux en personnel, le pourcentage des heures de formation en comparaison avec les heures prestées et le pourcentage des travailleurs qui ont bénéficié d’une formation. Les résultats du dernier indicateur sont présentés ci-dessous.



Source : CCE

# Formations de l’IFP

En 2009, près de 26.464 participants ont suivi une formation IFP. 24.164 participants appartenaient aux commissions paritaires 118 et 220. En outre, d’autres secteurs pouvaient également faire appel à l’IFP. Ainsi, 564 intérimaires (Commission paritaire 322) d’entreprises alimentaires, 27 participants de la Commission paritaire 200, 14 participants de la Commission paritaire 201 et 244 participants de la Commission paritaire 218 ont suivi une formation auprès de l’IFP. 812 patrons et conjoints aidants ont également participé à une formation avec leurs travailleurs.

Au total, 15.394 travailleurs différents des commissions paritaires 118 et 220 ont suivi une formation en 2009, soit 17% de tous les travailleurs salariés du secteur. L’objectif stratégique imposé à l'IFP par les partenaires sociaux est d’ores et déjà atteint : d'ici 2010, 14.200 travailleurs devaient avoir suivi une formation.

Les formations en matière de sécurité alimentaire, d’autocontrôle, de HACCP, d’hygiène, de BRC et de GMP, organisées ou non sur mesure pour certains sous-secteurs, sont également restées le principal segment en 2009, c’est-à-dire 36,2% de toutes les formations. En comparaison avec 2008, cela représente une hausse de près de 4%. L’augmentation du nombre de formations en sécurité alimentaire est la plus forte dans les PME de moins de 10 travailleurs : de 69% en 2008 à 85% en 2009. La nouvelle réglementation en matière d’autocontrôle axée sur les boulangeries (entreprises qui comptent en majorité moins de 10 travailleurs) explique cette situation dans une large mesure. Grâce à son fonctionnement spécifique axé sur les boulangers, l’IFP parvient à atteindre ce groupe mieux qu’auparavant : en 2008, l’IFP avait atteint 2,15% des boulangeries contre pas moins de 16,1% en 2009.

Par ailleurs, près de 661 demandeurs d’emploi ont suivi une formation de l’IFP et de ses partenaires. De plus, à lui seul, FormAlim a formé 1.670 demandeurs d’emploi en 2009. Enfin, 422 élèves ont également suivi une formation dans des orientations d’études sectorielles (environ 110 en alternance et 312 en plein exercice + 1.583 élèves inscrits en boulangerie).

En 2009, l’IFP a atteint un total de 1.238 employeurs, soit près de 21.6%, ce qui représente une hausse de 13,8% par rapport à 2008, année lors de laquelle quelque 15% des employeurs avaient été atteints.

Tableau 5 : Evolution couverture IFP 2004-2009

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
| Total participants  Participants CP118-220 | 14.279 | 14.138 | 15.338 | 17.532 | 19.904 | 26.464   |  | | --- | | 24.164 | |
| Travailleurs CP118-220 | 8.766 | 10.130 | 10.628 | 12.167 | 12.843 | 15.394 |
| Employeurs CP 118-220 | 770 | 746 | 784 | 809 | 851 | 1.238 |
| Intérimaires |  |  |  |  | 372 | 564 |
| Demandeurs d’emploi | 476  + 717\* | 728  + 1.178\* | 367  + 932\* | 627  + 1.053\*  + 495\*\* | 593  + 1.029\*  + 407\*\* | 661  + 1.670\*  + 409\*\* |
| Apprentis industriels (alternance) | 122 | 116 | 130 | 122 | 121 | 110 |
| Elèves (plein exercice) | 133 | 151 | 163 | 169 | 321 + 1.635\*\*\* | 312  +  1583\*\*\* |
| Enseignants | 116 | 47 | 66 | 160 | 472 | 377 |

*\* Via FormAlim*

*\*\* IBO via VDAB et PFI via Forem  
\*\*\* Formations boulangerie*

***\*\*\* 20 ans de l’IFP \*\*\****

***\*\*\****

***Pas uniquement pour les travailleurs, mais également pour les apprentis, pour les demandeurs d’emploi, pour les travailleurs concernés par un licenciement collectif et pour les intérimaires***

***\*\*\****

Traditionnellement, les organismes de formation sectoriels s’adressent aux travailleurs, aux apprentis et aux demandeurs d’emploi. L’IFP ne déroge pas à la règle depuis sa création en 1989. En vingt ans, la portée de chacun de ces groupes n’a pas été uniquement fortement étendue, mais l’offre a également été davantage diversifiée et sa qualité améliorée.

Dans l’enseignement, par exemple, l’IFP n’accordait tout d’abord que des primes dans le cadre de l’apprentissage industriel. Aujourd’hui, l’IFP s’adresse également à l’enseignement de plein exercice et soutient concrètement et matériellement la mise en place de formations spécifiques au secteur.

Le fonctionnement des demandeurs d’emploi a également considérablement évolué, proposant aujourd’hui des trajets de formation qui correspondent aux besoins de l’industrie alimentaire. On intègre par exemple systématiquement des stages dans les formations professionnelles. En Wallonie, on investit en outre dans des centres de formations spécifiques, notamment FormAlim et Epicuris, où une infrastructure moderne et les toutes dernières techniques sont disponibles. En 2009, pas moins de 1.670 demandeurs d'emploi y ont été formés.

Les efforts par rapport aux travailleurs impliqués dans un licenciement collectif sont relativement nouveaux. Ces travailleurs peuvent suivre gratuitement une formation auprès de l’IFP.

Les investissements dans les intérimaires actifs dans l’industrie alimentaire sont encore plus récents. Ces investissements doivent aider les entreprises et les travailleurs à favoriser l’évolution vers un emploi fixe. Ces formations ont directement connu un grand succès.

En d’autres termes : l’IFP souhaite utiliser toutes les lignes de rupture dans les carrières pour renforcer les compétences des travailleurs, même lorsqu’ils risquent de quitter le secteur.

Grâce à cette approche étendue, l’IFP est prêt à maintenir en permanence le niveau de compétence au sein du secteur et à attirer un nombre suffisant de personnes qualifiées. En raison du vieillissement de la population et de la pénurie sur le marché du travail, il faudra en effet attirer un maximum de forces vives et les conserver. En outre, l’automatisation et les innovations technologiques augmentent les exigences générales en ce qui concerne les compétences. Même si le travail réclamant peu de qualification ne manque pas dans l’industrie alimentaire, celui-ci diminue malgré tout progressivement. Ces dernières années, la proportion de travailleurs peu qualifiés au sein du secteur a diminué. En 2008, 30,7% des travailleurs de l’industrie alimentaire étaient peu qualifiés (23,9% dans l’ensemble du secteur privé). En 2000, cette proportion s’élevait encore à 43,6%.

## Qui fait appel aux formations IFP ?

Ci-dessous, nous considérons plus en détail les formations de l’IFP qui ont été suivies par des travailleurs des commissions paritaires 118 et 220.

### Formations en PME : un pas en avant

En 2009, l’équipe IFP a touché 1.238 employeurs avec ses diverses initiatives de formation, soit plus d’un cinquième de tous les employeurs.

Tableau 6 : couverture auprès des employeurs par le biais des initiatives de formation de l’IFP

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Année | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
| Couverture (abs.) | 631 | 743 | 770 | 746 | 784 | 809 | 851 | 1.238 |
| Population | 6.334 | 6.222 | 6.239 | 6.036 | 5.944 | 5.842 | 5.732 | 5.732 |
| *Couverture (%)* | *10,0%* | *11,9%* | *12,3%* | *12,3%* | *13,2 %* | *13,8%* | *14,8%* | *21,6%* |

Le fonctionnement spécifique à destination des boulangers a porté ses fruits. En 2009, un nombre sensiblement plus important d’entreprises de moins de dix travailleurs a été atteint : moins de 5% en 2008 mais 14% en 2009. L’augmentation est essentiellement le résultat d’une couverture plus importante des boulangeries artisanales. La couverture des PME entre 10 et 49 travailleurs a légèrement diminué : de 34,1% à 30,2%. Tout comme l’année passée, presque toutes les PME ayant un effectif compris entre 50 et 99 travailleurs ont été couvertes. Toutes les grandes entreprises (> 100 travailleurs) ont fait appel à l’IFP.

Tableau 7 : couverture auprès des employeurs en % du nombre d’entreprises selon la taille

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  | 2009 | |
|  | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | Couverture (abs.) | Population |
| < 10 | 3,3% | 2,7% | 3,7% | 4,2% | 4,4% | 14,0% | 615 | 4.392 |
| 10 – 49 | 32,3% | 29,0% | 27,8% | 29,1% | 34,1% | 30,2% | 307 | 1.018 |
| 50 – 99 | 66,5% | 90,0% | 69,1% | 85,0% | 92,1% | 95,7% | 134 | 140 |
| 100 et + | 98,3% | 99,4% | 100% | 100% | 100% | 100% | 182 | 182 |
| *Total* | *12,3%* | *12,3%* | *13,2%* | *13,8%* | *14,8%* | *21,6%* | *1.238* | *5.732* |

La couverture fut la plus élevée en Flandre, qui compte en moyenne moins de PME, suivie par la Wallonie et Bruxelles.

***\*\*\* 20 ans de l’IFP \*\*\****

***Centrage sur les PME***

***\*\*\****

Près de la moitié des emplois rémunérés dans l’industrie alimentaire se trouvent dans une entreprise comptant moins de 100 travailleurs. Pour l’IFP, couvrir suffisamment ces PME a toujours été un défi. Ce n’est pas simple. Généralement, les PME disposent d’une politique du personnel moins structurée, elles ne comprennent pas toujours l’importance de la formation, les marges budgétaires pour les investissements sont étroites, elles ne voient que les arbres qui cachent la forêt,…

Afin de couvrir un nombre plus important d’entreprises, l’IFP a évolué vers une approche multiple :

1. Sensibilisation et information : Les visites d’entreprises, les initiatives de réseautage, le site internet de l’IFP, la lettre d’information, etc. permettent d’aborder à nouveau le thème de la formation et les entreprises obtiennent des informations sur les possibilités de formation et de subvention sur mesure.

2. Formation : Après 20 ans d’existence, l’IFP peut compter sur un large réseau de partenaires de formation qui connaissent l’industrie alimentaire de manière approfondie. L’IFP peut ainsi réagir de manière flexible aux besoins des entreprises, également des PME.

3. Conseil : l’IFP subventionne non seulement des formations, mais également des avis externes qui permettent de mettre en place une politique du personnel dans laquelle le développement occupe une place centrale (plan de formation, transfert des compétences en interne, sur le poste de travail, politique d’accueil,…). . Ce service offre une valeur ajoutée non négligeable principalement pour les PME qui ne disposent pas toujours d’un responsable HR spécifique.

4. Instruments de soutien : L'IFP investit dans le développement d’outils pratiques et concrets qui soutiennent la politique de gestion du personnel. Ces instruments sont mis gratuitement à la disposition des entreprises.

Les entreprises comptant moins de 10 travailleurs exigent une attention toute particulière. Le plan stratégique 2007-2010 formule un objectif spécifique pour ce groupe, à savoir une portée de 4% de ces entreprises et 1,5% de leurs travailleurs. La majorité de ces entreprises sont des boulangeries artisanales. Durant de nombreuses années, elles ont été difficilement atteintes, notamment parce que le marché des formations ne leur proposait aucune offre de formations adaptée. Une stratégie spécifique a été définie pour ce groupe. L’IFP a même mis sur pied une formation de boulanger. Après un an de fonctionnement, nous constatons que cet investissement porte ses fruits : en 2008, l’IFP a atteint 2,15% des boulangeries contre pas moins de 16,1% en 2009.

Tableau 8 : couverture auprès des employeurs en % du nombre d’entreprises par région

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 2009 | Couverture (%) | Couverture (abs.) | Population |
| Flandre | 25,1% | 946 | 3.771 |
| Wallonie | 16,6% | 264 | 1.595 |
| Bruxelles | 7,7% | 28 | 366 |
| *Total* | *21,6%* | *1.238* | *5.732* |

La portée de l’IFP varie fortement en fonction du sous-secteur. Elle dépend notamment de la taille moyenne des entreprises dans chacun de ces sous-secteurs. En règle générale, plus l’entreprise est grande, plus la portée est meilleure. D’un autre côté, l’IFP consent de nombreux efforts afin de faire correspondre au mieux ses services avec les PME. La forte augmentation de la portée des boulangers, généralement de petites entreprises, prouve que cette initiative paye. En 2009, un conseiller spécifique a été engagé afin de mieux répondre à leurs besoins particuliers, ce qui entraîne une portée 6,5 fois supérieure à celle de 2008.

Tableau 9 : couverture employeurs en % du sous-secteur

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Sous-secteur (selon code NACE) | Taille moyenne | Couverture (%) | Couverture (abs.) | Population |
| 15.1 Viande et produits de viande (abattoirs inclus) | 26 | 24,0% | 128 | 534 |
| 15.2 Poisson et produits à base de poisson | 18 | 24,4% | 10 | 41 |
| 15.3 Transformation et conservation des fruits et légumes | 66 | 41,7% | 48 | 115 |
| 15.4 Huiles et graisses animales et végétales | 54 | 45,0% | 9 | 20 |
| 15.5 Produits laitiers | 44 | 37,7% | 61 | 162 |
| 15.6 Amidon et produits amylacés | 29 | 39,3% | 22 | 56 |
| 15.7 Aliments pour animaux | 19 | 37,4% | 58 | 155 |
| 15.8 Autres produits alimentaires (entre autres : pain, pâtisserie, biscuits, céréales et pâtes alimentaires, cacao, sucre, …) | 10 | 18,5% | 830 | 4.497 |
| 15.81 Boulangeries | 6 | 16,1% | 622 | 3.865 |
| 15.82 Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation | 49 | 39,7% | 31 | 78 |
| 15.83 Fabrication de sucre | 79 | 66,7% | 10 | 15 |
| 15.84 Chocolaterie, confiserie | 25 | 26,4% | 86 | 326 |
| 15.85 Fabrication de pâtes alimentaires | 42 | 25,9% | 7 | 27 |
| 15.86 Transformation du thé et du café | 28 | 18,5% | 12 | 65 |
| 15.87 Fabrication de condiments et d’assaisonnements | 33 | 46,5% | 20 | 43 |
| 15.88 Fabrication d’aliments adaptés à l’enfant et diététiques | 71 | 52,9% | 9 | 17 |
| 15.89 Industries alimentaires n.c.a. | 39 | 54,1% | 33 | 61 |
| 15.9 Boissons (brasseries, eau, limonades, …) | 65 | 47,4% | 72 | 152 |
| *Total* | *15* | 21,6% | *1.238* | *5.732* |
| *Total sans les boulangers* | *36* | 31,1% | *616* | *1.867* |

### La formation des intérimaires en hausse

En 2008, un accord de collaboration est intervenu entre l’IFP et le FFI (Fonds de Formation pour les Intérimaires). Cet accord permet aux intérimaires actifs dans une entreprise alimentaire de suivre des formations via l’IFP. La collaboration est un franc succès. En comparaison avec l’année écoulée, le nombre de participants a augmenté de 51,6%. 564 intérimaires ont suivi une formation. Ce sont principalement les formations en sécurité et en qualité qui sont très prisées (72,7%), suivies par les formations en logistique (16,5%).

Tableau 10 : portée intérimaires dans les entreprises alimentaires en fonction du statut et selon la rubrique de formation

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubrique formation | Ouvriers | | Employés | | *Total* | |
|  | 2008 | 2009 | 2008 | *2009* | 2008 | *2009* |
| Compétences commerciales | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | *1* |
| Communication | 3 | 4 | 1 | 2 | 4 | *6* |
| Informatique | 1 | 1 | 7 | 12 | 8 | *13* |
| Gestion de l'apprentissage et des compétences | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | *1* |
| Logistique | 87 | 92 | 1 | 1 | 88 | *93* |
| Langues | 70 | 4 | 3 | 0 | 73 | *4* |
| Technique et entretien | 7 | 13 | 3 | 0 | 10 | *13* |
| Sécurité & qualité | 151 | 364 | 27 | 46 | 178 | *410* |
| Formations spécifiques au secteur de l’alimentation | 10 | 24 | 0 | 0 | 10 | *24* |
| *Total* | *329* | *502* | *43* | *62* | *372* | *564* |

### Enseignement - industrie : politique multidirectionnelle

Durant l’année scolaire 2009-2010, 110 élèves ont profité de l’apprentissage industriel dans l’industrie alimentaire. Du côté flamand, nous avons noté la participation de 40 élèves et du côté francophone, 70 élèves ont suivi un CAI durant l'année scolaire 2009-2010. En Flandre, le groupe cible se compose principalement de jeunes mineurs, alors qu’en Wallonie, de nombreux jeunes sous apprentissage industriel sont âgés de plus de 18 ans. La formation de tous ces élèves est réalisée en collaboration avec 26 CEFA (centres d’éducation et de formation en alternance).

Tableau 11 : nombre d’élèves pour l’industrie alimentaire

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2001-  2002 | 2002-  2003 | 2003-  2004 | 2004-  2005 | 2005-  2006 | 2006-  2007 | 2007-2008 | 2008-  2009 | 2009-2010 |
| En alternance | 115 | 114 | 121 | 122 | 116 | 130 | 122 | 121 | 110 |
| Plein exercice |  |  | 91 | 133 | 151 | 163 | 168 | 321  +  1.635\* | 312  +  1.583\* |

*\* formations en boulangerie*

En 2009, l’IFP a poursuivi ses investissements dans l’encadrement et le soutien de certaines orientations spécifiques dans l’enseignement de plein exercice. C'est surtout l'orientation « Technicien de l'industrie alimentaire » qui a connu une couverture importante en Wallonie. Durant l’année scolaire 2009-2010, 150 élèves issus de 10 écoles ont suivi cette formation. En outre, 131 élèves supplémentaires ont suivi une formation sectorielle en communauté française (transformation de la viande – 111, opérateur de production – 20).

En Flandre, seule une école propose à l’heure actuelle l’orientation technique « Techniques alimentaires » (2e et 3e degrés) et 31 élèves étaient inscrits dans cette orientation durant l’année scolaire 2009-2010. En 2009, une 7e année d’Assistant dans l’industrie alimentaire a été démarrée avec 5 élèves.

Enfin, de nombreux élèves ont suivi une formation en boulangerie. En Flandre, 1.258 élèves au total ont suivi une formation en boulangerie, dont 222 dans l’enseignement technique (2e, 3e degré et 7e année de spécialisation) et 1.036 dans l’enseignement professionnel (2e, 3e degré et 7e année de spécialisation). En communauté française, on dénombrait 325 élèves dans cette orientation durant l'année scolaire 2009-2010.

Tableau 12 : nombre d’enseignants qui font appel à l’offre de l’IFP

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2002-  2003 | 2003-  2004 | 2004-  2005 | 2005-  2006 | 2006-  2007 | 2007- 2008 | 2008-2009 | 2009-2010 |
| Nombre d’enseignants | 60 | 118 | 116 | 47 | 66 | 160 | 472 | 377 |

En 2009-2010, des formations ont également été proposées à des enseignants tant du plein exercice que de l’alternance, qui donnent des cours dans des orientations spécifiques à l'alimentation. Au total, 377 enseignants ont suivi des sessions sur un ou plusieurs des sujets suivants : sécurité alimentaire de A à Z, HACCP et politique de qualité dans la pratique, ergonomie dans l’industrie alimentaire, matériaux d’emballage, additifs fonctionnels, … Bien que l’offre ait été étendue et soit mieux connue dans l'enseignement, ce chiffre représente tout de même une baisse de 20% par rapport à 2008.

***\*\*\* 20 ans de l’IFP \*\*\****

***Relation durable avec l'enseignement***

*\*\*\**

La collaboration avec l’enseignement a toujours été une priorité des partenaires sociaux de l’industrie alimentaire afin de générer un afflux suffisant, afin de stimuler de bonnes qualifications de départ pour les futurs travailleurs. En vingt ans, le fonctionnement a été fortement élargi.

Alors que l’IFP a tout d’abord commencé avec un système de primes destiné à soutenir l’apprentissage en alternance, le système d’apprentissage de l’IFP s’est sensiblement étendu depuis plusieurs années. : la fourniture d’expertise lors de l’élaboration concrète d’orientation d’études, des investissements dans l’infrastructure, l’organisation de recyclages/stages pour les enseignants et les accompagnants, la médiation de place de stage et d’expérience professionnelle pour les apprentis, le développement d’instruments pour en favoriser la qualité, le soutien de campagne de communication et de visites d’entreprise,…

Quelques orientations d’études spécifiques ont également été mises en place en étroite collaboration avec l’enseignement et le secteur : Techniques alimentaires, Assistant et opérateur de production de l’Industrie alimentaire, Technicien des Industries Agro-Alimentaires, formations en boulangerie,…

Pour un aperçu du système d’enseignement de l’IFP : enseignement.ipv-ifp.be.

### Les élèves découvrent les métiers de l’industrie alimentaire

En collaboration avec l’IFAPME et son réseau de centres de formation en Wallonie, l’IFP organise des stages pratiques destinés à familiariser les enfants avec quelques professions du secteur alimentaire. Les stages s’adressent aux jeunes de 5e et 6e années d’enseignement primaire et aux élèves des 1ère et 2e années de l’enseignement secondaire qui souhaitent découvrir ces professions de manière ludique. En 2009, plus de 458 enfants ont ainsi découvert plusieurs métiers artisanaux de l’alimentation tels que boucher, boulanger, pâtissier, chocolatier, glacier ou charcutier.

En Flandre, l’IFP collabore avec la Beroepenhuis afin de faire découvrir le secteur aux élèves. En 2009, 233 groupes, soit 6.451 élèves au total, ont visité l'espace découverte de l’industrie alimentaire dans la maison des métiers et 38 groupes, soit 1.322 élèves au total, ont suivi un atelier sectoriel.

### Insertion par la formation

En 2009, 607 demandeurs d’emploi ont accompli une formation dans le cadre d’un projet destiné aux demandeurs d’emploi mis en œuvre par l’IFP et ses partenaires[[3]](#footnote-3). La même année, 1.670 demandeurs d'emploi ont suivi une formation par le biais de FormAlim. 409 demandeurs d’emploi ont également bénéficié d’une formation professionnelle individuelle en entreprise (IBO via le VDAB et PFI via le Forem).

Tableau 13 : nombre de demandeurs d’emploi dans des projets de formation dans l’industrie alimentaire.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
| Projets de formation | 410 | 325 | 476 | 728 | 367 | 627 | 593 | 661 |
| FormAlim |  | 245 | 717 | 1.178 | 932 | 1.053 | 1.029 | 1.670 |
| IBO – PFI |  |  |  |  |  | 495 | 407 | 409 |

En Flandre, quelque 87 demandeurs d'emploi ont été formés par l'IFP et ses partenaires aux métiers de : boulanger (11), opérateur de transformation de viande (30), magasinier (15), opérateur de production (23) et de conditionnement (8). Sur total de 87 personnes, 68 ont été formées via des projets classiques et 19 sur mesure via une collaboration avec les agences d’intérim.

Du côté wallon, l'IFP et ses partenaires ont formé au total 542 personnes à travers de nombreux projets pour demandeurs d'emploi. Tout comme en 2008, l’IFP a surtout collaboré à cet effet avec FormAlim, Epicuris, les centres IFAPME (formation des classes moyennes) et des tiers comme les « Entreprises de formation par le travail » (EFT) et les « Missions régionales pour l’emploi ». Dans le cadre de ces projets, l’IFP a principalement formé des opérateurs de production (110), des ouvriers-boulangers (23), des découpeurs-désosseurs (5), des conducteurs de chariot élévateur (19) et des collaborateurs commerciaux (4), soit 161 demandeurs d’emploi. 381 autres demandeurs d’emploi ont été formés pour être insérés durablement via l’intérim.

Les travailleurs qui se sont retrouvés sur le marché du travail après une restructuration ont également suivi une formation IFP. Il s’agit de 32 personnes au total, 17 en Région flamande et 15 en Wallonie.

### Objectif stratégique largement atteint : plus de 15.000 travailleurs dans des formations IFP

En 2009, 15.394 des travailleurs des commissions paritaires 118 et 220 ont suivi une formation IFP. Il s’agit d’une augmentation de 2.551 unités par rapport à l’année passée, soit une hausse de 19,9%. Au total, ils ont suivi plus de 24.164 formations ou modules de formation. Il s’agit d’une augmentation d'environ 21,4% par rapport à 2008.

Tableau 14 : nombre de participants et de travailleurs couverts par des initiatives de formation de l’IFP

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
| Participants | 10.802 | 12.693 | 13.164 | 14.279 | 14.138 | 15.338 | 17.532 | 19.904 | 24164 |
| Travailleurs | 8.502 | 8.994 | 9.488 | 8.766 | 10.130 | 10.628 | 12.167 | 12.843 | 15394 |
| Population | 86.477 | 86.955 | 87.585 | 90.662 | 90.540 | 89.518 | 89.220 | 88.714 | 88.714 |
| *Couverture (%)* | *9,8 %* | *10,3 %* | *10,8 %* | *9,7 %* | *11,2 %* | *11,9 %* | *13,6%* | *14,5%* | *17,4%* |

17,4% de tous les travailleurs dans l’industrie alimentaire belge ont été couverts par l’IFP en 2009. La Flandre obtient les meilleurs résultats avec une couverture de 19,1% des travailleurs dans la région (14,8% en 2008), suivie par Bruxelles avec 13,9% (16,5% en 2008) et la Wallonie avec 12,8% (13,2% en 2008).

Tableau 15 : couverture des travailleurs en % du nombre de travailleurs par région

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | 2009 | 2009 | |
| Couverture (abs.) | Population |
| Flandre | 19,1% | 12.108 | 63.394 |
| Wallonie | 12,8% | 2.707 | 21.144 |
| Bruxelles | 13,9% | 679 | 4.176 |
| *Total* | *17,4%* | *15.394* | *88.714* |

En 2009, l’IFP a atteint presque autant d’ouvriers que d’employés : 17% des ouvriers et 18% des employés.

Tableau 16 : couverture des travailleurs par statut en % du nombre de travailleurs

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Statut | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | Travailleurs | Population |
| Ouvrier | 8,5 % | 11,6 % | 11,3 % | 13,3 % | 14,2% | 17,0% | 10.067 | 59.050 |
| Employé | 13,1 % | 11,5 % | 13,1 % | 14,3 % | 15,0% | 18,0% | 5.237 | 29.664 |
| *Total* | *9,7 %* | *11,2 %* | *11,9 %* | *13,6 %* | *14,5%* | *17,4%* | *15.394* | *88.714* |

La couverture des formations IFP a augmenté tant chez les hommes que chez les femmes, mais on note encore une différence. Les hommes dans le secteur restent plus faciles à atteindre que les femmes. En 2009, l’IFP a atteint 13,4% des femmes et 19,4% des hommes.

Tableau 17 : couverture travailleurs en fonction du genre, en % du nombre de travailleurs

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Genre | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | Travailleurs | Population |
| Femme | 7,4 % | 8,2 % | 8,9 % | 10,0 % | 10,4% | 13,4% | 4.334 | 32.458 |
| Homme | 11,4 % | 13,4 % | 13,6 % | 15,7 % | 16,8% | 19,4% | 11.060 | 56.256 |
| *Total* | *10,0 %* | *11,6 %* | *11,9 %* | *13,6 %* | *14,5%* | *17,4%* | *15.394* | *88.714* |

La couverture continue à différer considérablement selon le niveau d’études. Plus le niveau est bas, plus la couverture est faible. Et le fossé s’agrandit : bien que la couverture des personnes peu qualifiées ait augmenté en 2009, cette hausse a été moins importante que pour les travailleurs hautement qualifiés.

Tableau 18 : couverture des travailleurs selon le dernier diplôme obtenu, en % du nombre de travailleurs

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Dernier diplôme obtenu | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | Travailleurs | Population |
| Enseignement primaire | 3,0 % | 6,7 % | 4,4 % | 6,8% | 9,0% | 9,5% | 990 | 10.427 |
| CESI[[4]](#footnote-4) | 9,7 % | 10,8 % | 11,3 % | 14,3% | 13,7% | 14,2% | 2.586 | 18.185 |
| CESS[[5]](#footnote-5) | 9,3 % | 11,0 % | 11,9 % | 13,5% | 14,0% | 18,0% | 7.225 | 40.061 |
| Bachelier | 15,7 % | 14,5 % | 15,1 % | 15,3% | 16,9% | 21,1% | 2.449 | 11.614 |
| Master | 24,1 % | 26,4 % | 21,1 % | 19,3% | 22,0% | 25,4% | 2.144 | 8.427 |
| *Total* | *10,0 %* | *11,6 %* | *11,9 %* | *13,6%* | *14,5%* | *17,4%* | *15.394* | *88.714* |

Entre 12,5% et 19,2% de tous les travailleurs issus de toutes les catégories d’âge ont suivi une formation IFP. On note un nombre élevé de personnes de plus de 45 ans.

Tableau 19 : couverture des travailleurs par catégorie d’âge, en % du nombre de travailleurs

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Age | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | Travailleurs | Population |
| < 30 ans | 8,6 % | 9,4 % | 10,0 % | 12,7% | 12,1% | 12,5% | 2.771 | 22.151 |
| 30 – 44 ans | 10,7 % | 12,0 % | 13,4 % | 14,4% | 15,7% | 18,8% | 7.716 | 41.030 |
| 45 ans et + | 10,2 % | 13,4 % | 11,2 % | 13,1% | 14,7% | 19,2% | 4.907 | 25.533 |
| *Total* | *10,0 %* | *11,6 %* | *11,9 %* | *13,6%* | *14,5%* | *17,4%* | *15.394* | *88.714* |

### Formations sectorielles : la priorité de l’IFP

Pour ce qui est du contenu des formations sectorielles, la qualité et la sécurité alimentaire sont encore les thèmes les plus plébiscités. En 2009, la part de ces formations est passée à plus d’un tiers de la couverture des formations au détriment de la part des formations en langues, en techniques, en sécurité et en environnement. Bien que le nombre de formations en sécurité et environnement ait diminué, leur part représente encore près de 17%.

Tableau 20 : nombre de participants en fonction de la rubrique de formation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Rubrique formation** | **2009** | |
| Administration, ventes et achats, export, finances et comptabilité | 393 | 1,6% |
| Communication, ingénierie de la formation, gestion d’équipe | 2.610 | 10,8% |
| Informatique | 1.864 | 7,7% |
| Logistique | 2.641 | 10,9% |
| Formations spécifiques au secteur (HACCP, hygiène, qualité, formations sous-sectorielles, …) | 8.738 | 36,2% |
| Langues | 2.414 | 10,0% |
| Technique – Production - Maintenance | 1.426 | 5,9% |
| Sécurité au travail et environnement | 4.078 | 16,9% |
| *TOTAL* | *24.164* | *100,0%* |

***\*\*\* 20 ans de l’IFP \*\*\****

***Evolution dans l’offre de formations***

*\*\*\**

En vingt ans, l’industrie alimentaire a énormément évolué, et ce essentiellement en raison de l’automatisation, de l’intérêt croissant pour la sécurité alimentaire et la qualité, des nombreuses innovations technologiques,... L’offre de formations de l’IFP a également évolué en parallèle.

*Sécurité alimentaire et qualité.*

La sécurité alimentaire et la qualité ont toujours été des thèmes de formation importants. Ces dix dernières années, leur part au sein de l’offre de formations de l’IFP n’a cessé d’augmenter sous la pression de la réglementation et des exigences du marché. En 1999, la part de ces formations représentait près d’un quart de toutes les formations, contre près d’un tiers dix ans plus tard. L’IFP a non seulement étendu son offre, mais a également développé des outils de soutien afin de favoriser l’attention pour la sécurité alimentaire et la qualité sur le lieu de travail : ‘Une mouche dans le potage’ et ‘Conseils d’apprentissage pour la sécurité alimentaire’, ainsi qu’un thème fixe pour les plateformes alimentaires.

*Formations techniques*

Les formations techniques représentent la catégorie de formations qui a vraisemblablement connu l'évolution la plus importante. Les anciennes formations ‘électricité’ et ‘électromécanique’ pour les collaborateurs du service technique ont été progressivement enrichies par des trajets de développement de compétences des opérateurs de production. Ils acquièrent ainsi le bagage technique nécessaire, notamment pour notifier des erreurs, résoudre de petites pannes, effectuer des entretiens préventifs,…

*Technologie alimentaire*

Les formations en technologie alimentaire sont relativement récentes. Elles ont été mises en place notamment en collaboration avec les plateformes d’innovation de l’industrie alimentaire Flanders Food (pour la Flandre) et WagrALIM (pour la Wallonie). Ces dernières années, les innovations dans le domaine des produits et des processus ont connu une telle évolution que les travailleurs, qu’ils soient ouvriers ou employés, doivent être à même de les suivre. Les nouveaux engagés ont également besoin de connaissances spécifiques sur les produits, les principes et les processus.

*De plus en plus de formateurs*

Le nombre de formateurs a fortement augmenté pour toutes les rubriques de formation. Chaque organisme de formation qui satisfait à une série d’exigences de qualité[[6]](#footnote-6) peut proposer des formations aux entreprises alimentaires.

Notre analyse montre qu’année après année, nous parvenons à toucher davantage de PME par nos formations spécifiques au secteur. Les formations relatives à la sécurité et au bien-être au travail attirent également de plus en plus l’attention de ces entreprises. Dans les entreprises comptant moins de 10 travailleurs, la part de cette formation a énormément augmenté, passant de 69% à 85%.

Répartitions des participants en 2009 selon la rubrique de formation et la taille de leur employeur

Omzetting naar FRANS – Nicole kan jij dit in de afbeelding doen ?:

Admin Communication Informatique Logistique Spécifique du secteur Langues Technique Sécurité et environnement

WN vervangen door Trav.

## Information, conseils et développement d’outils

L’organisation et le soutien financier aux formations sont également restées les principales missions de l’IFP en 2009. Mais apprendre, c’est plus que simplement former. C’est la raison pour laquelle l’IFP stimule également la gestion et le développement des compétences dans les entreprises du secteur alimentaire par toutes sortes d'actions : visites d’entreprise, réseautage, conseil sur mesures, outils de support,…

### Information : les plateformes en vitesse de croisière

En 2009, les conseillers IFP ont réalisé quelque 400 visites en entreprise auprès d’environ 250 entreprises.

Le réseautage s’est également poursuivi sur une base régionale : près de 300 participants ont pris part à 41 plateformes différentes.

Tableau 21 : Aperçu contacts professionnels dans le cadre de la mission de conseils

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2004** | **2005** | **2006** | **2007** | **2008** | **2009** |
| **Visites d’entreprise** | 499 | 522 | 547 | 612 | 413 | 419 |
| **Entreprises individuelles** | 272 | 286 | 292 | 291 | 221 | 240 |
| **Participants plateformes** |  |  | 164 | 251 | 391 | 295 |

En 2009, 25 plateformes ont été organisées en Flandre et ont réuni quelque 200 entreprises participantes. En Wallonie, il s’agit de 16 sessions collectives pour près de 100 entreprises au total.

### Conseils aux entreprises

En collaboration avec divers partenaires, l'IFP soutient les entreprises alimentaires lors de la mise au point de descriptions de fonction ou de référentiels de compétence et de l'élaboration de leurs plans de formation. Les entreprises alimentaires flamandes sont en outre assistées dans la mise en place de plans de diversité ou dans l'établissement d’un dossier pour le fonds de l’expérience professionnelle. De plus, l’IFP prévoit un service en cas de restructuration.

***\*\*\* 20 ans de l’IFP \*\*\****

***Apprendre, c’est plus que simplement former***

***\*\*\****

Depuis une dizaine d’années, l’IFP a résolument décidé d'évoluer du statut d’organisateur de formations à celui de conseiller en formation. Il est important d’aider les entreprises à trouver leur chemin dans l’offre de formations, mais cela ne suffit plus. Les efforts en matière de formation doivent être rentables et les entreprises souhaitent une offre qui corresponde étroitement aux besoins de leur organisation et de leurs travailleurs.

C’est pourquoi l’IFP stimule les entreprises à investir dans l’élaboration d’un plan de formation : rédaction de profils de fonction et de compétence, évaluation et screening de collaborateurs, planification, organisation et suivi des trajets de développement. De cette manière, les efforts en matière de formation s’inscrivent dans une politique du personnel plus large, tout profit pour les carrières des travailleurs.

L’apprentissage ne se fait pas uniquement en formation. L'apprentissage sur le lieu de travail est également important. De nouveaux collaborateurs doivent être informés et rentables au plus vite. L’apprentissage sur le lieu de travail est souvent la seule solution pour répondre à des besoins en formation spécifiques. Mais la formation on-the-job n’est rentable que si elle est bien organisée. L’expérience nous apprend qu’une approche structurée permet de raccourcir les temps de changement, de diminuer les pertes de production, d’améliorer le climat de travail,… L’IFP conseille ses entreprises dans la structuration, l’élaboration et l’amélioration d’une bonne politique relative à l’apprentissage sur le lieu de travail.

Enfin, l’IFP conseille également les entreprises afin d'enregistrer les efforts en matière de formation et d'en inventorier les effets. Les efforts en matière de formation sont plus visibles en les enregistrant de manière sensée et simple. Cet enregistrement est utile pour obtenir une vue d’ensemble en interne, mais également pour un audit BRC ou un bilan social.

Mesurer intelligemment permet d'assurer le suivi des évolutions d’apprentissage des collaborateurs. Cela permet d’évaluer si les objectifs d’apprentissage ont été atteints. En outre, cela offre la possibilité de certifier des collaborateurs si cela s’avère nécessaire dans certains trajets de formation. Mesurer est également indispensable pour améliorer davantage l’apprentissage au sein de votre entreprise. Des processus d’apprentissage inefficaces peuvent être corrigés, des processus d’apprentissage efficaces peuvent être étendus. De simples interventions peuvent permettre à un travailleur de mieux appliquer ce qu’il a appris sur son lieu de travail (le transfert) et à une formation d’améliorer le fonctionnement interne.

L’IFP stimule ce type d’investissements en offrant un soutien pratique et financier. Toute l’année durant, des entreprises des commissions paritaires 118 et 220 peuvent faire gratuitement appel à un conseiller IFP. En outre, les entreprises de l’industrie alimentaire ont droit chaque année à des chèques-conseils IFP d’une valeur de minimum 3.000 euros afin de faire appel aux services d’un expert externe. Entre-temps, plus de 300 entreprises différentes ont été atteintes grâce à ce système.

Pour toutes ces actions et ces plans, l'IFP fournit même une aide financière ou des conseils sur toutes sortes de mesures de soutien financier complémentaires qui peuvent renforcer davantage les actions.

En 2009, 100 entreprises ont fait appel aux services de l'IFP pour des dossiers relatifs à des plans de formation et d'amélioration de l’apprentissage sur le lieu de travail. Au total, toutes ces entreprises emploient plus de 10.000 travailleurs.

Tableau 22 : Aperçu des activités liées au service conseils

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
| **Plans de formation** | 25 | 26 | 29 | 92 | 85 | 100 |
| **Apprentissage sur le lieu de travail** | 1 | 8 | 25 |
| **Plans de diversité** | 15 | 19 | 27 | 18 | 31 | 32 |
| **Fonds de l’Expérience professionnelle** |  |  |  | 8 | 14 | 19 |
| **Accompagnements restructurations** | 3 | 4 | 4 | 13 | 12 | 9 |

***\*\*\* 20 ans de l’IFP \*\*\****

***Conseil en matière de subventions – Congé éducation payé***

*\*\*\**

Afin de supprimer au maximum tout obstacle financier à l’accès aux formations, l’IFP accorde non seulement des subsides, mais donne également des conseils à propos d’autres règles de subvention de formation et d’accompagnement, notamment le système du congé éducation payé (CEP). L’employeur peut ainsi, sous certaines conditions, récupérer une partie des coûts salariaux de ses travailleurs en formation auprès des pouvoirs publics fédéraux.

Pour l’industrie alimentaire, l’IFP est un des opérateurs de formation agréés pour délivrer les attestations valables pour l’octroi de cette aide d’Etat.

Selon les chiffres les plus récents, quelque 3% des employeurs et environ 4% des travailleurs qui ont reçu un subside font partie de l’industrie alimentaire. En outre, le secteur a pris à son compte environ 3,5% des montants approuvés.

Concrètement pour 2009, l’IFP a délivré 1.507 attestations, 791 pour des ouvriers de la CP 118 et 716 pour les employés de la CP 220. Au total, il s’est agi de 237 entreprises différentes. Le top trois des formations pour lesquelles une attestation a été délivrée est, par ordre d’importance : (1) technique et entretien, (2) langues, et (3) leadership et communication. La durée moyenne des formations s’élevait à 47 heures.

### Pleins feux sur les outils de support

Afin de stimuler et soutenir les entreprises en ce qui concerne leur politique en matière de compétences, l’IFP prévoit différents outils de support dans son offre. En 2009, les outils suivants ont été mis sous le feu des projecteurs :

***Outil de bilan social***

Le bilan social exige un enregistrement précis des efforts en matière de formation. Afin de soutenir les entreprises en la matière, l’IFP a lancé un outil en ligne gratuit qui permet d’enregistrer de manière claire et correcte les formations au sein des entreprises et de conserver un aperçu du total de toutes les formations suivies. Tant les formations formelles, qu’informelles et initiales sont conservées dans l’instrument ‘Bilan social’. Le système calcule lui-même les totaux pour les différentes rubriques et les reproduit ensuite dans un tableau synoptique qui est présenté de telle manière qu’il peut sans problème être repris tel quel dans le bilan social officiel.

***Introtool***

Engager de nouveaux collaborateurs représente un lourd investissement, tant du point de vue financier que du point de vue du temps à y consacrer. C'est pourquoi, il est important que ces nouveaux travailleurs puissent s'intégrer rapidement dans votre entreprise. Mais comment allez-vous les accueillir, les recevoir et les former à leur nouveau job ?

L’IFP a élaboré un instrument d’évaluation qui est disponible gratuitement en ligne. Il consiste en une série de questionnaires qui vous permettent de positionner votre entreprise par rapport aux autres entreprises alimentaires. En effet, lorsque vous avez répondu à toutes les questions, vous obtenez un score et un histogramme vous donne un aperçu de vos points forts et de vos points d’amélioration.

Pour un aperçu de tous les outils : <http://www.ipv-ifp.be/outils>

**Evaluation des compétences : 74% des entreprises alimentaires agissent dans le domaine de la gestion des compétences**

Une étude du Hoger Instituut voor de Arbeid (HIVA) révèle que le développement des compétences est très présent au sein de l’industrie alimentaire. Au total, 442 entreprises alimentaires ont été interrogées par téléphone en ce qui concerne la mesure et la manière dont les compétences des collaborateurs sont utilisées et développées dans le cadre des objectifs de l’entreprise.

74% des entreprises interrogées déclarent qu’elles utilisent activement une politique des compétences lors de l’engagement et la sélection de personnel, 70% lors de l’organisation d’entretiens de fonctionnement et d’évaluation, 62% lors du planning des formations, 59% lors de l’accueil de nouveaux collaborateurs et 58% lors du planning de carrière. Et bien que la taille de l’organisation joue un rôle en la matière, de nombreuses petites PME sont soucieuses du développement des compétences.

Il n’existe bien souvent aucun budget séparé ni responsable spécifique, mais dans 65% de ces entreprises, le management est toutefois activement impliqué dans des projets relatifs au développement des compétences des collaborateurs.

Il ressort des résultats que les entreprises alimentaires veulent continuer à investir dans le développement des compétences dans le futur. Pour ce faire, elles ont principalement besoin de moyens supplémentaires sous la forme de subsides, de conseils ou de formation pour les responsables et de main-d’œuvre supplémentaire, surtout dans les entreprises plus petites.

### Innovations dans l’offre de formations

#### Centres de Technologie Avancée (CTA)

Afin de faire mieux correspondre les formations avec la demande des entreprises, les Centres de Technologie Avancée ont été lancés en 2009 en Wallonie et à Bruxelles. Un **C**entre de **T**echnologie **A**vancée est une infrastructure mettant des équipements de pointe à disposition des élèves et des enseignants, quels que soient le réseau et le caractère d’enseignement, ainsi que des demandeurs d’emploi et des travailleurs, en vue de développer des formations performantes qui correspondent aux profils de qualification et de formation établis par l’Enseignement avec l’aide des secteurs professionnels, afin de permettre une meilleure insertion sur le marché de l’emploi.

Complémentaires aux deux centres de compétence « alimentaires », Epicuris et FormAlim, il y en six qui sont en lien direct ou indirect avec notre secteur. L’industrie alimentaire est associée au pilotage de six CTA, via l’IFP qui siège au sein du comité d’accompagnement.

***\*\*\* 20 ans de l’IFP \*\*\****

***Centres de formation spécialisés***

***\*\*\****

La création de centres de compétences sectoriels est un jalon dans l’histoire de l’IFP : FormAlim pour l’industrie alimentaire et Epicuris pour les métiers de la bouche (traiteur, boucher, charcutier, boulanger, pâtissier, chocolatier, glacier, confiseur, préparateur de plats, …). Dans les deux cas, l’IFP est un partenaire associé à ces deux projets.

Comme tous les autres Centres de Compétence, Epicuris et FormAlim doivent remplir les huit missions suivantes :

1. la formation, y compris la formation continuée des formateurs et des enseignants
2. la veille sur les métiers et les besoins de formation
3. l’information et la sensibilisation
4. l’aide à la définition des besoins et le conseil en formation
5. la R&D en matière pédagogique
6. l’aide à l’insertion des demandeurs d’emploi
7. le soutien au développement économique
8. l’approche qualité
9. la validation des compétences acquises
10. le screening des compétences

FormAlim, né de la volonté du Forem, du secteur de l’industrie alimentaire et de la Région Wallonne, vise à rendre tout participant acteur de sa formation par une mise en situation réelle de production: de la réception des matières premières au stockage des produits finis. Le stagiaire a la possibilité de pratiquer les différentes fonctions représentées sur une chaîne de production alimentaire dans **les 3 ateliers pédagogiques**:

* une mini usine de fabrication et de conditionnement de pralines
* une micro-brasserie
* des pilotes permettant de connaître et utiliser les principaux processus de transformation du lait : écrémeuse – pasteurisateur – stérilisateur – évaporateur- atomiseur- sécheur en lit fluidisé...
* des pilotes techniques pour les formations liées à la maintenance en industrie alimentaire

Epicuris, centre des métiers de bouche est devenu centre de compétence labellisé le 28 mai 2004. Il est né d’un partenariat entre différentes institutions qui se sont associées pour constituer l’ASBL dès le 1er septembre 2004 à savoir :

* l’IFAPME, le Forem, le centre de Formation PME Liège-Huy-Waremme,
* le secteur de l’Hôtellerie et de la restauration par l’intermédiaire du Centre wallon de formation et de perfectionnement du secteur Horeca,
* l’industrie alimentaire par l’intermédiaire de l’IFP.

Les publics cibles sont les demandeurs d'emploi, les travailleurs du secteur, les apprentis, les chefs d'entreprises, les étudiants et les enseignants. Les formations organisées sont liées aux métiers suivants : boucher-charcutier, découpeurs-désosseurs, boulanger-pâtissier, chocolatier-confiseur, glacier.

En communauté française, le secteur avait déjà démarré précédemment la validation des compétences acquises, notamment pour les métiers de boulanger pâtissier (en collaboration avec Epicuris) et de découpeur/désosseur (en collaboration avec IFAPME Libramont et Epicuris). Le métier d’assistant opérateur de production s’est ajouté en 2009 (en collaboration avec FormAlim). Les attestations suivantes ont été délivrées en 2009 : 12 découpeurs/désosseurs et 14 boulangers pâtissiers.

En région flamande, un premier centre de test, le centre de test Vleesbewerking Diksmuide, a été mis sur pied en 2009. Depuis sa création, 18 attestations d’expérience ont été délivrées.

#### Le fonctionnement spécifique à destination des boulangers a porté ses fruits

Une part importante de l’industrie alimentaire se compose d’artisans boulangers. Afin de pouvoir mieux répondre à leurs besoins et de faire mieux correspondre l'enseignement aux souhaits de ce sous-secteur, un conseiller spécifique pour les (artisans-)boulangers a été engagé à la fin 2008. Les résultats de 2009 sont éloquents :

* 7 ateliers consacrés à l’autocontrôle (18 personnes présentes en moyenne, environ 50% de travailleurs et 50% d’employeurs)
* Ateliers formations spécialisées
  + Pâtes réfrigérées : 4 formations (à chaque fois de 15 participants)
  + Décoration de Pâques en chocolat (12 participants)
  + Massepain, base et niveau avancé (18 participants)
  + Pains de fête et décoratifs : 2 formations (à chaque fois de 12 participants)
  + Bouchées chaudes et froides (11 participants)
* Formations sur mesure ‘autocontrôle’ : 7
* Activités enseignement :
  + Formations autocontrôle : 37 enseignants issus de 26 centres de formation
  + 1 formation spécialisée : 8 participants
  + Coordination manuel professionnel boulangerie en collaboration avec 10 écoles, 16 enseignants
  + Développement de matériel didactique HACCP pour les enseignants en boulangerie
  + Initiative Salon de l’Alimentation à Bruxelles (promotion du métier de boulanger en collaboration avec 21 centres de formation différents)
* Mise en ligne d’un site spécifique pour les boulangers : <http://boulangers.ipv-ifp.be>

#### Comment permettre aux moins lettrés d’accéder au travail et aux formations ?

Pour évoluer avec une entreprise, les collaborateurs doivent être capables d’acquérir rapidement de nouvelles compétences : commander une nouvelle machine, compléter des documents de suivi, appliquer correctement des prescriptions de sécurité et d’hygiène plus strictes.

Nous ne sommes pas toujours conscients que ces tâches exigent des compétences sous-jacentes telles que comprendre, lire et écrire le français, faire des calculs ou travailler sur un ordinateur. Ce n’est pas évident pour tout le monde.

L’IFP a demandé à six entreprises alimentaires d’expliquer quelles actions elles ont menées pour permettre à tous les membres de leur personnel d’accéder au lieu de travail et aux formations. Une entreprise organise un cours de langue supplémentaire. Une autre a opté pour visualiser les instructions de travail à l’aide de photos et pictogrammes. Une troisième assure un accompagnement personnel lorsqu’un test de sécurité doit être effectué sur ordinateur.

La publication s’inscrit dans l’accord passé avec le gouvernement flamand et a été baptisée ‘Sleutelen aan basiscompetenties op de werkvloer[[7]](#footnote-7)’ (voir : [www.ipv-ifp.be/publications](http://www.ipv-ifp.be/publications) ).

## Les moyens financiers de l’IFP

Chaque année, après le contrôle des réviseurs, le rapport annuel financier est approuvé par l’assemblée générale qui se réunit en juin. Les résultats financiers pour 2009 se présentent comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Produits d’exploitation (marge brute) | 6.155.194 |
| 1. Charges d’exploitation | 6.725.247 |
| 1. Profit/perte d’exploitation | -570.054 |
| 1. Produits financiers | 297.298 |
| 1. Charges financières | 160.130 |
| 1. Profits/pertes courants, avant impôts | -432.886 |
| 1. Produits exceptionnels | 0 |
| 1. Charges exceptionnelles | 0 |
| 1. Bénéfice/perte de l’exercice | -432.886 |
|  |  |

La majeure partie de nos recettes (79%) provient des cotisations prévues par la CCT. Les subsides (17%) représentent notre deuxième source de rentrées.

Au niveau des charges liées aux frais de formation, ce sont les dépenses liées à la formation des travailleurs qui représentent le plus gros poste (35% pour les formations interentreprises et 24% pour les formations sur mesure), suivies par les formations pour les demandeurs d’emploi (10%) et les dépenses pour le soutien des formations pour les élèves et les enseignants (10%).

## L’équipe de l’IFP

Nos conseillers formation et nos gestionnaires de dossier sont quotidiennement en contact direct avec les entreprises de l'industrie alimentaire. Ceux-ci font équipe avec les conseillers en recherche et développement, le département communication, le secrétariat et la comptabilité, ainsi que l’équipe de coordination pour donner corps à la politique de formation mise en œuvre dans les entreprises alimentaires.

|  |  |
| --- | --- |
| Alexandra Valsami | Gestionnaire de dossier |
| Carl Foulon | Conseiller Formation |
| Daniëlle Verlaet | Conseiller Formation |
| Dirk Veekhoven | Gestionnaire de dossier |
| Sabine Mommaerts/Ellen Fels | Communication et promotion |
| Els Mertens | Conseiller Recherche & Développement |
| Els Van Dijck | Accueil et secrétariat |
| Frédéric Baugniet | Conseiller pédagogique |
| Guido Devillé | Conseiller formations boulangerie |
| Henk Dejonckheere | Directeur |
| Herbert Matthys | Conseiller Formation |
| Inge Treuttens | Gestionnaire de dossier |
| Ingrid Snel | Conseiller enseignement |
| Jean-Denis Hennebert | Conseiller Formation |
| Joerie Vander Have/Lieve Ruelens | Conseiller Recherche & Développement |
| Karl Meuris | Conseiller Formation |
| Laila Boudchiche | Comptable |
| Laurent Gall | Coordinateur formations |
| Michel Delveaux | Conseiller Formation |
| Mik Gadeyne | Coordinateur administratif |
| Nomiki Macrillo | Gestionnaire de dossier |
| Pascal Cools | Conseiller Formation |
| Sandrine Hamouch | Collaborateur administratif |
| Sara Borremans | Gestionnaire de dossier |
| Sofie Wydoodt | Gestionnaire base de données |
| Tine De Cock | Accueil et administration |
| Tom De Cock | Conseiller Formation |
| Véronique D’hert | Conseiller Formation & enseignement |
| Véronique Vellemans | Gestionnaire de dossier |

L’IFP est géré par les partenaires sociaux de l’industrie alimentaire. La composition des organes de gestion en 2009 était la suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Conseil d'administration 2009** | | | |
| Ouvriers IFP | | Employés IFP | |
| *Pour les employeurs :* | *Pour les travailleurs :* | *Pour les employeurs :* | *Pour les travailleurs :* |
| Manou DOUTREPONT | Tangui CORNU | Olivier GHENNE | Bruno BAUDSON |
| Christophe DESLOOVERE | Louis DE PRINS | Claire BOSCH | Koen DEWINTER |
| Bruno KUYLEN | Alain DETEMMERMAN | Manou DOUTREPONT | Piet FOULON |
| Regine VAN ACKERE | Koen DEWINTER | Anne REUL | Ilse GALLIAERT |
| Veronique VANDELEENE | Bart VANNETELBOSCH | Annie VANHOUTTE | Frank LINGIER |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Assemblée générale 2009** | | | |
| Ouvriers IFP | | Employés IFP | |
| *Pour les employeurs :* | *Pour les travailleurs :* | *Pour les employeurs :* | *Pour les travailleurs :* |
| Marie-France ANSIEAUX | Christian BOUCHAT | Olivier GHENNE | Bruno BAUDSON |
| Claire BOSCH | Tangui CORNU | Claire BOSCH | Jean-Pierre BONINSEGNA |
| Manou DOUTREPONT | Alain DETEMMERMAN | Brigitte BRESART | Koen DEWINTER |
| Christophe DESLOOVERE | Serge DEMEUSE | Alain DEDEYNE | Camille DELVAUX/  Marc SPARMONT\*\* |
| Bruno KUYLEN | Louis DE PRINS | Manou DOUTREPONT | Jean-Raymond DEMPTINE |
| Greet MOERMAN | Frans DIRIX | Anne REUL | Piet FOULON |
| Henri PLESSERS | Koen DEWINTER | Greet MOERMAN | Ilse GALLIAERT |
| Luc Lievens/ Anne REUL\* | Freddy QUACKELBEEN/ Sonja BROUCKE | Patrick MUYLLE | Paul HEYKANTS |
| Regine VAN ACKERE | Chris VAN BEVER | Anne REUL | Frank LINGIER |
| Veronique VANDELEENE | Bart VANNETELBOSCH | Rodolf ROELANT | Karin SCHAERLAEKENS |
| Johan HALLAERT/ Ivo VERHAERT\*\* | Philippe YERNA | Annie VANHOUTTE | Eric VAN DER SMISSEN |

*\* à partir du 11/6/2009*

*\*\* à partir du 15/12/2009*

# Annexes

## Annexe 1. L’industrie alimentaire en question

L’IFP est le centre de formation de l’industrie alimentaire, et plus particulièrement des commissions paritaires 118 (ouvriers) et 220 (employés). L’industrie alimentaire occupe près de 90.000 travailleurs qui transforment des matières premières provenant de l’agriculture et de la pêche en produits alimentaires destinés à l’homme et à l’animal. Le champ d’action de l’IFP comprend donc une grande diversité de sous-secteurs tels que les biscuiteries, les brasseries et les producteurs de boissons rafraîchissantes, le secteur des produits laitiers ou encore l’industrie de transformation de la viande. Les établissements horeca, de même que ceux de la petite ou grande distribution, ne font donc pas partie du champ d’activité de l’IFP.

Etant donné que l’industrie alimentaire représente des branches très diverses aux activités pour le moins hétérogènes, ce secteur est bien souvent dénué d’une identité claire et précise. L'importance du secteur est souvent sous-estimée dans l'industrie belge. Pourtant, l'industrie alimentaire est le deuxième employeur le plus important en Belgique. De plus, l’emploi y reste relativement stable, ce dont peu de secteurs industriels peuvent se prévaloir[[8]](#footnote-8).

Tableau a : les différentes branches de l’industrie alimentaire classées en fonction du taux d’emploi.

|  |  |
| --- | --- |
| Branche | Emploi  2007 |
| Pain, pâtisseries, biscottes et biscuits | 29,60% |
| Abattoirs et viandes | 15,80% |
| Cacao, chocolat, confiserie | 9,30% |
| Transformation et conservation des fruits et légumes | 8,60% |
| Produits laitiers | 8,10% |
| Brasseries et malteries | 6,20% |
| Eaux et boissons rafraîchissantes | 4,60% |
| Aliments pour bétail | 3,30% |
| Industrie céréalière, pâtes alimentaires | 3,10% |
| Industrie sucrière | 1,30% |
| Huiles et graisses animales et végétales | 1,20% |
| Autres | 9,00% |
| *Total* | *100%*  *(88.714)* |

Un point important requérant une attention particulière de l’IFP concerne la forte présence de PME dans le secteur alimentaire.

Tableau b : l’industrie alimentaire en fonction de la taille de l’entreprise en 2007.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nombre de travailleurs par employeur | Nombre d’entreprises | % entreprises | Nombre de travailleurs | % travailleurs |
| < 10 | 4.392 | 76,62% | 14.658 | 16,52% |
| 10 – 49 | 1.018 | 17,76% | 21.337 | 24,05% |
| 50 – 99 | 140 | 2,44% | 9.886 | 11,14% |
| 100 et + | 182 | 3,18% | 42.834 | 48,28% |
| *Total* | *5.732* | *100%* | *88.715* | *100%* |

La proportion ouvriers/employés au sein du secteur correspond à environ deux tiers/un tiers. Il en va de même pour le rapport hommes/femmes.

Tableau c : les travailleurs de l’industrie alimentaire en fonction du statut et du sexe.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Ouvrier | Employé | *Total* | |
| Homme | 43.546 | 12.710 | 56.256 | *63,41%* |
| Femme | 15.504 | 16.954 | 32.458 | *36,59%* |
| *Total* | *59.050* | *29.664* | *88.714* |  |
|  | *66,56%* | *33,44%* |  | *100%* |

L’industrie alimentaire procure du travail à près de 29.000 personnes peu qualifiées (jusqu’au niveau secondaire inférieur inclus). Ce chiffre représente 32 % des travailleurs du secteur. Ce pourcentage est légèrement plus élevé que dans d’autres secteurs industriels.

Tableau d : répartition des travailleurs de l’industrie alimentaire (2007) selon le niveau d’études.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Niveau d’études | Nombre de travailleurs | Pourcentage |
| Enseignement primaire | 10.427 | 11,8% |
| Enseignement secondaire inférieur | 18.185 | 20,5% |
| Enseignement secondaire supérieur | 40.061 | 45,2% |
| Enseignement supérieur de type court | 11.614 | 13,1% |
| Enseignement supérieur de type long | 3.242 | 3,7% |
| Enseignement de niveau universitaire | 5.184 | 5,8% |
| *Total* | *88.713* | *100,0%* |

Près des trois quarts des travailleurs de l’industrie alimentaire sont âgés de moins de 45 ans.

Tableau e : répartition des travailleurs de l’industrie alimentaire selon l’âge.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Age | Nombre de travailleurs | Pourcentage |
| < 30 ans | 22.151 | 25,0% |
| 30 – 44 ans | 41.029 | 46,2% |
| >= 45 ans | 25.533 | 28,8% |
| *Total* | *88.713* | *100,0%* |

## Annexe 2 : Les formations IFP selon la région

La répartition régionale des employeurs et de l’emploi en 2007 est reproduite schématiquement dans l’aperçu suivant :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Nombre d’employeurs | % | Nombre de travailleurs | % | Emploi moyen |
| Flandre | 3.771 | 65,8% | 63.394 | 71,5% | 16,8 |
| Wallonie | 1.595 | 27,8% | 21.144 | 23,8% | 13,3 |
| Bruxelles | 366 | 6,4% | 4.176 | 4,7% | 11,4 |
| *Total* | *5.732* | *100,0%* | *88.714* | *100,0%* | *15,5* |

Source : CCE, avec nos remerciements à M. J.-P. Tillieux

### Annexe 2a : Flandre

Tableau f-Vl : couverture auprès des employeurs en % du nombre d’entreprises selon la taille de l’entreprise en Flandre

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2008 | 2009 | 2009 | |
| Couverture (abs.) | Population |
| < 10 trav. | 4,89% | 16,69% | 471 | 2822 |
| 10-49 trav. | 31,68% | 33,52% | 237 | 707 |
| 50-99 trav. | 92,59% | 96,30% | 104 | 108 |
| 100 et + trav. | 100,00% | 100,00% | 134 | 134 |
| *Total* | 15,80% | 25,09% | 946 | *3771* |

Tableau g-Vl : couverture employeurs en % du sous-secteur en Flandre

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Sous-secteur (selon code NACE) | Couverture (%) | Couverture (abs.) | Population |
| 15.1 Viande et produits de viande (abattoirs inclus) | 27,68% | 106 | 383 |
| 15.2 Poisson et produits à base de poisson | 28,57% | 8 | 28 |
| 15.3 Transformation et conservation des fruits et légumes | 46,34% | 38 | 82 |
| 15.4 Huiles et graisses animales et végétales | 50,00% | 8 | 16 |
| 15.5 Produits laitiers | 44,68% | 42 | 94 |
| 15.6 Amidon et produits amylacés | 39,13% | 18 | 46 |
| 15.7 Aliments pour animaux | 41,35% | 55 | 133 |
| 15.8 Autres produits alimentaires (entre autres : pain, pâtisserie, biscuits, céréales et pâtes alimentaires, cacao, sucre, …) | 21,53% | 623 | 2894 |
| 15.9 Boissons (brasseries, eau, limonades, …) | 50,53% | 48 | 95 |
| *Total* | 25,09% | 946 | 3771 |
| *Total sans les boulangers* | 37,21% | 483 | 1298 |

Tableau h-Vl : répartition de la portée en % des travailleurs selon le statut en Flandre

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Statut | Couverture de l’IFP en 2008 | Couverture de l’IFP en 2009 | Travailleurs | Population |
| Ouvrier | 14,79% | 18,96% | 7.935 | 41.844 |
| Employé | 14,77% | 19,36% | 4.173 | 21.550 |
| *Total* | 14,78% | 19,10% | 12.108 | 63.394 |

Tableau i-Vl : répartition en % des travailleurs touchés en fonction du genre en Flandre

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Genre | Couverture de l’IFP en 2008 | Couverture de l’IFP en 2009 | Travailleurs | Population |
| Femme | 10,11% | 14,96% | 3.554 | 23.758 |
| Homme | 17,58% | 21,58% | 8.554 | 39.636 |
| *Total* | 14,78% | 19,10% | 12.108 | 63.394 |

Répartitions des participants en 2009 en Flandre selon la rubrique de formation et la taille de leur employeur

### 

Idem als pagina 19

### Annexe 2b : Wallonie

Tableau f-Wal : couverture auprès des employeurs en % du nombre d’entreprises selon la taille de l’entreprise en Wallonie

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2008 | 2009 | 2009 | |
| Couverture (abs.) | Population |
| < 10 trav. | 3,83% | 11,02% | 141 | 1.279 |
| 10-49 trav. | 34,39% | 23,72% | 60 | 253 |
| 50-99 trav. | 100,00% | 100,00% | 24 | 24 |
| 100 et + trav. | 100,00% | 100,00% | 39 | 39 |
| *Total* | *12,48%* | 16,55% | *264* | *1.595* |

Tableau g-Wal : couverture employeurs en % du sous-secteur en Wallonie

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Sous-secteur (selon code NACE) | Couverture (%) | Couverture (abs.) | Population |
| 15.1 Viande et produits de viande (abattoirs inclus) | 14,29% | 18 | 126 |
| 15.2 Poisson et produits à base de poisson | 15,38% | 2 | 13 |
| 15.3 Transformation et conservation des fruits et légumes | 35,71% | 10 | 28 |
| 15.4 Huiles et graisses animales et végétales | 25,00% | 1 | 4 |
| 15.5 Produits laitiers | 28,07% | 16 | 57 |
| 15.6 Amidon et produits amylacés | 37,50% | 3 | 8 |
| 15.7 Aliments pour animaux | 9,09% | 2 | 22 |
| 15.8 Autres produits alimentaires (entre autres : pain, pâtisserie, biscuits, céréales et pâtes alimentaires, cacao, sucre, …) | 14,81% | 190 | 1283 |
| 15.9 Boissons (brasseries, eau, limonades, …) | 40,74% | 22 | 54 |
| *Total* | 16,55% | 264 | 1595 |
| *Total sans les boulangers* | 25,34% | 113 | 446 |

Tableau h-Wal : répartition de la portée en % des travailleurs selon le statut en Wallonie

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Statut | Couverture de l’IFP en 2008 | Couverture de l’IFP en 2009 | Travailleurs | Population |
| Ouvrier | 13,23% | 13,07% | 1.918 | 14.673 |
| Employé | 12,98% | 12,19% | 789 | 6.471 |
| *Total* | 13,15% | 12,80% | 2.707 | 21.144 |

Tableau i-Wal : répartition en % des travailleurs touchés en fonction du genre en Wallonie

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Genre | Couverture de l’IFP en 2008 | Couverture de l’IFP en 2009 | Travailleurs | Population |
| Femme | 9,14% | 7,96% | 563 | 7.070 |
| Homme | 15,17% | 15,23% | 2.144 | 14.074 |
| *Total* | 13,15% | 12,80% | 2.707 | 21.144 |

Répartitions des participants en 2009 en Wallonie selon la rubrique de formation et la taille de leur employeur

* **Attention légende en NL**

Idem als pagina 19

### Annexe 2c : Bruxelles

Tableau f-Bru : couverture auprès des employeurs en % du nombre d’entreprises selon la taille de l’entreprise à Bruxelles

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2008 | 2009 | 2009 | |
| Couverture (abs.) | Population |
| < 10 trav. | 3,8% | 1.0% | 3 | 291 |
| 10-49 trav. | 50,0% | 17.2% | 10 | 58 |
| 50-99 trav. | 87,5% | 75.0% | 6 | 8 |
| 100 et + trav. | 100,0% | 100% | 9 | 9 |
| *Total* | *15,3%* | *7.7%* | *28* | *366* |

Tableau g-Bru : couverture employeurs en % du sous-secteur à Bruxelles

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Sous-secteur (selon code NACE) | Couverture (%) | Couverture (abs.) | Population |
| 15.1 Viande et produits de viande (abattoirs inclus) | 16,0% | 4 | 25 |
| 15.2 Poisson et produits à base de poisson | - | - | 0 |
| 15.3 Transformation et conservation des fruits et légumes | 0,0% | 0 | 5 |
| 15.4 Huiles et graisses animales et végétales | - | - | 0 |
| 15.5 Produits laitiers | 27,3% | 3 | 11 |
| 15.6 Amidon et produits amylacés | 50,0% | 1 | 2 |
| 15.7 Aliments pour animaux | - | - | 0 |
| 15.8 Autres produits alimentaires (entre autres : pain, pâtisserie, biscuits, céréales et pâtes alimentaires, cacao, sucre, …) | 5,3% | 18 | 320 |
| 15.9 Boissons (brasseries, eau, limonades, …) | 66,7% | 2 | 3 |
| *Total* | *7,7%* | *28* | *366* |
| *Total sans les boulangers* | *15,9%* | *20* | *126* |

Tableau h-Bru : répartition de la portée en % des travailleurs selon le statut à Bruxelles

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Statut | Couverture de l’IFP en 2008 | Couverture de l’IFP en 2009 | Travailleurs | Population |
| Ouvrier | 10,9% | 8,4% | 214 | 2.533 |
| Employé | 25,2% | 22,2% | 365 | 1.643 |
| *Total* | *16,5%* | *13,9%* | *579* | *4.176* |

Tableau i-Bru : répartition en % des travailleurs touchés en fonction du genre à Bruxelles

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Genre | Couverture de l’IFP en 2008 | Couverture de l’IFP en 2009 | Travailleurs | Population |
| Femme | 20,9% | 13,3% | 217 | 1.630 |
| Homme | 13,8% | 14,2% | 362 | 2.546 |
| *Total* | *16,5%* | *13,9%* | *579* | *4.176* |

Répartitions des participants en 2009 à Bruxelles selon la rubrique de formation et la taille de leur employeur

Idem als pagina 19

## Annexe 3. Tableau chiffré fonctionnement IFP 2009 (selon la recommandation du C.N.T. n° 16)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Activités de formation | | Travailleurs2 | Demandeurs d’emploi1 | Formation en alternance | Elèves de l’enseignement secondaire de plein exercice | Nombre total de travailleurs de la commission paritaire |
| Nombre de personnes formées | professions critiques1 | 15.394 | 661 3 | 110 |  | 88.714 |
| autres |  |  |
| Genre | nombre de femmes | 28,2 % |  |  |  | 32.458 |
| Niveau d’études | < ESS[[9]](#footnote-9) | 23,2 % |  | 110 |  |  |
| ESS | 46,9 % |  | ne s’applique pas | ne s’applique pas |  |
| > ESS | 29,9 % | ne s’applique pas | ne s’applique pas |  |
| Nationalité | belge |  |  |  |  |  |
| Européenne |  |  |  |  |
| autres |  |  |  |  |  |
| Age | < 30 ans | 18% |  | 110 |  |  |
| 30 à 44 ans | 50,1% |  | ne s’applique pas | ne s’applique pas |  |
| 45 ans et > | 31,9% | ne s’applique pas | ne s’applique pas |  |
| Nombre d’heures de formation | | 182.964 |  | 1 ou 2 année(s) scolaire(s) |  | 0,61 %4 |
| 1: Les chiffres relatifs à l’emploi dans les fonctions critiques ou les autres fonctions n’existent pas au niveau sectoriel. Les demandeurs d’emploi ont donc été répertoriés dans les fonctions critiques. | | | | | | |
| 2: Données sur les individus. Le nombre de participants est supérieur étant donné que certains travailleurs ont suivi plus d’une formation ou d’un module de formation. | | | | | | |
| 3: 661 demandeurs d’emploi dans toute la Belgique, dont 56 dans la Région flamande. | | | | | | |
| 4: Chiffres 2008 basés sur le bilan social. | | | | | | |

## Annexe 4. L’IFP et les accords sectoriels en matière de formation.

Les partenaires sociaux du secteur alimentaire ont conclu les accords généraux suivants concernant la formation de leurs ouvriers et employés pendant la période 2009-2010 :

L’employeur est tenu d’organiser un volume de formations professionnelles pour les ouvriers et les employés équivalant sur une base annuelle à 1,00% du volume total du temps de travail presté de l’ensemble des ouvriers et employés de l’entreprise en 2009 et de 1,10% en 2010.

Pour les groupes à risque, il a été spécifiquement convenu :

L’IFP affectera 0,20% des salaires bruts à la formation des travailleurs, demandeurs d’emploi ou apprentis industriels. Trois quarts, à savoir 0,15%, des salaires bruts, seront consacrés par le secteur aux groupes à risque.

Sont considérés comme groupes à risque :

* Les chômeurs en général et les chômeurs de moins de 30 ans en particulier
* Les travailleurs peu qualifiés
* Les travailleurs de plus de 50 ans
* Les travailleurs menacés par une restructuration, un licenciement collectif ou une fermeture de l’entreprise qui les occupe
* Les travailleurs licenciés
* Les handicapés
* Les allochtones
* Les élèves sous régime d’apprentissage industriel

Etalé sur deux ans, le nombre d’élèves sous régime d’apprentissage industriel s’élèvera à au moins 200. Le nombre de demandeurs d’emploi et d’actifs issus de groupes à risque et bénéficiant d’une formation IFP sera égal à minimum 3.000 sur une base annuelle.

En 2009, le secteur a presque affecté 0,19% de la masse salariale à des initiatives de formation pour groupes à risque.

Le nombre d’élèves sous régime d’apprentissage industriel s’élevait en 2009 à exactement 110. Le nombre de demandeurs d’emploi formés par l’IFP en collaboration avec ses partenaires se monte à 2.331.Le nombre de travailleurs peu qualifiés et/ou âgés formés par l’IFP en collaboration avec ses partenaires était de 5.168. Toutes catégories confondues (apprentis, demandeurs d’emploi, travailleurs peu qualifiés et/ou âgés), on obtient donc un total de minimum 7.609 personnes pour l’année 2009.

Ce total ne prend pas en compte les chiffres relatifs aux allochtones. Bien que l’expérience nous montre que la quote-part des allochtones dans les projets de formation IFP soit substantielle, aucune donnée exacte n’est disponible en la matière.

1. Ce pourcentage tient uniquement compte des formations pour les groupes à risque qui sont organisées via l’IFP. En outre, seules les formations pour les personnes peu scolarisées et/ou âgées sont prises en compte, et non p.ex. les formations pour les allochtones.

   En réalité, les dépenses pour la formation des groupes à risque sont donc plus élevées. Voir également annexe 4. [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir note en bas de page 1 [↑](#footnote-ref-2)
3. Il s’agit des opérateurs publics de l’emploi tels que le VDAB et le Forem, mais aussi des organismes privés tels que Job&co ou Agora (en Flandre), et encore, de diverses EFT (Entreprise de Formation par le Travail) en Wallonie [↑](#footnote-ref-3)
4. Certificat d’Enseignement Secondaire Inférieur [↑](#footnote-ref-4)
5. Certificat d’Enseignement Secondaire Supérieur [↑](#footnote-ref-5)
6. Les exigences d’agrément pour les organismes de formation consistent en l’obtention du label Qfor Food et dans la conclusion d’un contrat avec l’IFP. [↑](#footnote-ref-6)
7. Travailler aux compétences de base dans les ateliers [↑](#footnote-ref-7)
8. Toutes les données chiffrées du présent chapitre ont été fournies par le Conseil Central de l’Economie (CCE), avec nos remerciements à M. J.-P. Tillieux. Il s’agit des données de l’année 2007. Les données pour 2008 n’étaient pas encore disponibles lors de la rédaction du présent rapport annuel. [↑](#footnote-ref-8)
9. Enseignement Secondaire Supérieur (ESS) [↑](#footnote-ref-9)